

EDITORIAL

En revenant de la DP

par **Jean-Claude Le Scornet**

Comme avant le congrès et à Bourges même, il nous a paru indispensable de persévérer dans une démarche de rassemblement pour faire converger dans le parti les deux faits majoritaires qui y coexistent et se chevauchent : l'un sur le cadre politique, l'autre sur le fonctionnement.

Sans doute aurait-il été préférable, comme je le proposais dans ma lettre aux adhérents, d'associer à cette démarche l'ensemble des militants. Ce qui supposait du temps et surtout un large accord de la DP pour assumer Bourges sans esprit de revanche. Voilà pourquoi a été proposé par la « majorité relative » du Bureau Politique un projet de résolution qui lie le cadre politique général à des propositions de travail immédiat nécessitant d'autres pratiques de travail collectif.

Le contenu de ce texte de résolution est le résultat des convergences vérifiées au travers de la préparation et du déroulement du Congrès, comme au travers des différents textes proposés à cette DP :

- l'affirmation que le PSU reste un partenaire à part entière dans la gauche pour la défaite de la droite,
- le fait que le Congrès n'a pas remis en cause la présence d'Huguette Bouchardeau au gouvernement,
- le rappel de notre nécessaire autonomie par rapport au gouvernement,
- les préoccupations d'un fonctionnement différent dans notre travail quotidien,
- les propositions d'axes de travail présentés par le BP (réduction du temps de travail et des inégalités, lutte contre l'extrême-droite et le racisme) sur lesquelles le débat à la DP a montré qu'il y a consensus.

Ce texte concrétise les convergences qu'ont en commun de nombreux camarades : la volonté de retrouver une identité et une autonomie du parti qui supposent une transformation profonde de nos méthodes.

Il a pour ambition de donner au PSU un nouvel essor et non de renvoyer dos-à-dos une petite majorité et une grosse minorité des militants du parti. Il nous faut refuser la logique de l'affrontement qui légitime les exclusives.

Je fais appel à tous et toutes pour qu'ils persévèrent à faire de ce parti un lieu privilégié où les militants autogestionnaires font la démonstration que la gestion de leur pluralisme n'est ni une contradiction, ni un frein à leur commune capacité de développer dans la période, actions, réflexions et projet de société.

COMPTE-RENDU DE LA DIRECTION POLITIQUE

26 et 27 janvier 1985

La résolution majoritaire

Un contrat pour le PSU :

avancer par nos initiatives

Ce texte, présenté par Jean-Claude Le Scornet, a obtenu 32 voix.

1 Comme des centaines de milliers de militants et d'électeurs de gauche, les militants du PSU éprouvent l'« écartèlement » entre une solidarité avec un gouvernement qu'ils ont porté au pouvoir et la contestation souvent légitime de nombreux aspects de sa politique.

2 L'utilité politique du PSU dans la période qui s'ouvre est liée à sa capacité et à sa volonté de gérer cette contradiction et d'en définir les limites.

En effet son histoire, la reconnaissance militante dont il bénéficie, ses capacités d'innovation, permettent au PSU d'affirmer une ambition collective aujourd'hui autour du projet autogestionnaire.

3 Le PSU rappelle que son récent congrès n'a pas remis en cause la présence d'Huguette Bouchardeau au gouvernement. Le problème se situe plus en terme de recherche d'autonomie du PSU et d'affirmation de sa propre identité au sein de la gauche.

Il est effectivement impératif de rappeler notre autonomie par rapport au gouvernement. Ni sénilité impuissante à proposer, critiquer, ni infantilisme incapable d'approbation, mais une parole libre, expression d'une identité autogestionnaire retrouvée.

Rester un partenaire à part entière au sein de la gauche : tous ceux et toutes celles qui ont l'habitude de « représen-

ter le PSU » au sein des municipalités, des syndicats ou des associations, savent que notre identité et notre originalité ne sont pas mortes et plus nous les affirmons, plus nous sommes utiles, efficaces et reconnus !

Dans la gauche parce que là a toujours été notre place, parce que la situation politique d'aujourd'hui exacerbe l'affrontement bipolaire droite-gauche, parce que nous assistons à une remontée vertigineuse d'idéologies de la discrimination et de l'autoritarisme.

Parce que le sigle PSU a une signification historique, connu à gauche, et parce que ce que nous proposons s'inscrit dans un mouvement profond de renouvellement de la gauche (renouvellement pratique et théorique), nous pouvons dans cette période de crise profonde « des valeurs de la gauche », jouer notre rôle dans la recomposition d'une gauche plus autogestionnaire.

4 Cette nouvelle identité doit s'articuler autour de trois exigences :

- a) rétablir la cohérence du discours économique, notamment en matière d'emploi ;
- b) montrer clairement les objectifs de transformation de la société : les nécessités économiques ne peuvent avoir force de projet politique ;
- c) faire de la lutte contre les inégalités, du développement de la solidarité l'un des moteurs du dynamisme social.

5 Le PSU entend, au travers de ses propositions en matière de réduction du temps de travail, de lutte contre les inégalités, contre le racisme, pour une société pluri-culturelle, dans la lutte pour le non-alignement, assurer son autonomie de parole, l'originalité de son discours et retrouver l'initiative et le dynamisme de l'action.

Pour concrétiser nos méthodes de travail au sein du PSU, notre objectif dans la période actuelle doit être de donner à chacun la place pour un investissement militant au sein d'un collectif qui fonctionne dans le respect de notre diversité.

Dans ce cadre politique, la DP propose des objectifs de campagnes crédibles partant du travail déjà engagé conciliant la nécessaire réflexion et l'action quotidienne.

Propositions de travail pour le PSU

La Direction Politique propose deux campagnes de longue haleine autour desquelles doit se concentrer l'action du PSU, ainsi qu'une série de campagnes plus ponctuelles plus ou moins imposées par l'actualité.

Enfin il nous faudra réfléchir sur les moyens à mettre en œuvre pour transformer le PSU et l'ouvrir au maximum à l'extérieur à l'occasion de ces campagnes.

1. — Campagnes à long terme

a) Réduction du temps de travail et réduction des inégalités

Un travail de réflexion est engagé sur ce sujet dans le PSU, qui s'est en particulier traduit dans le week-end des 6 et 7 janvier. Un rapport distinct est fait à ce sujet et donne des perspectives précises.

Il s'agit aujourd'hui de poursuivre cette réflexion dans les groupes de travail qui commencent à se mettre en place.

Il nous faut lier cette réflexion à l'ensemble des problèmes de l'emploi et poursuivre en particulier les contacts en direction des maisons de chômeurs.

De ce point de vue des actions marquantes peuvent être engagées, comme par exemple une marche des chômeurs. A l'intérieur du PSU nous pensons nécessaire de tenir un nouveau week-end de travail en février, peut-être plus tourné vers les entreprises, qui pourrait avoir comme thème : travail, chômage, stratégies syndicales et politiques. Il devrait être l'occasion de développer les actions de l'ensemble du parti sur ce terrain.

b) Lutte contre l'extrême-droite et le racisme

Là encore il s'agit de partir des acquis du PSU et de faire des propositions de la commission immigrés l'autre axe essentiel de travail du parti.

2. — Campagnes ponctuelles

a) Nouvelle Calédonie (cf motion spécifique)

Nous devons développer notre action et notre réflexion dans deux directions :

- la solidarité nécessaire avec le peuple kanak sur le plan politique comme sur le plan social,
- la lutte contre la droite qui se saisit du problème pour tenter une nouvelle déstabilisation.

A cet égard, nous devons avancer des propositions pour améliorer ou clarifier le plan Pisani.

b) Désarmement nucléaire

Nous soutiendrons activement toutes les initiatives allant dans ce sens, notamment celles du CODENE en particulier contre la bombe à neutrons, le 21 avril prochain.

c) Cantonales

Les élections cantonales ne doivent pas être pour nous une campagne à part. Au contraire elles peuvent être l'occasion, en sus des thèmes avancés par les différentes fédérations du PSU, en liaison étroite avec les élus, d'apporter un éclairage local à nos priorités de travail qui sont la réduction du temps de travail et des inégalités, et la lutte contre l'extrême-droite et le racisme.

Les élections cantonales vont être un test important pour la vie politique. Il n'y a qu'à voir l'extrême mobilisation du Front National qui essaie d'avoir des candidats dans tous les cantons renouvelables.

Compte tenu des situations locales, le PSU doit trouver les moyens d'y être présent, par exemple en ménageant des accords de non-agression, voire de partage des cantons, avec d'autres forces, telles que les écologistes, les autogestionnaires ou les représentants des minorités nationales.

Il faudrait mentionner encore la poursuite du travail entamé sur d'autres questions telles les langues et cultures minoritaires (dépôt du projet de loi)...

3. — Vers un autre fonctionnement

Le changement voulu par tous du fonctionnement de notre parti doit commencer dans le travail quotidien.

L'ensemble de nos campagnes doit être décentralisé et pris en charge par les fédérations. La DP propose que dans chaque fédération des collectifs adaptés à chaque campagne (RTT, racisme...) se mettent en place en s'ouvrant au maximum à l'extérieur : individus ou collectifs militants prêts à travailler avec nous sur ces thèmes.

Parallèlement la DP encourage les fédérations, les secteurs, les sections à rechercher systématiquement l'ouverture la plus large au-delà du PSU et de ses sympathisants, auprès de groupes locaux, mouvements, réseaux divers qui mènent des luttes et des actions.

C'est pour beaucoup par de telles pratiques que le PSU peut espérer rendre plus crédible son projet autogestionnaire. C'est encore le meilleur moyen de contribuer à la défaite de la droite et de l'extrême-droite.

Ce texte a été voté par :

C. Badet, A.M. Baigue, J. Bailleul, N. Bejean, G. Andrieux, J. Brunshwig, C. Chenu, R. Coutât, B. Cuny, M. David, Ph. Laublet, E. Galle, L. Le Dilosquer, V. Comparat, J.P. Hébert, J. Janssens, C. Jarry, C. Lanoir, J.L. Lebrot, J.C. Le Scornet, M. Marzin, J. Capdeville, M. Mercier, H. Mermé, P. Olivier, J. Palm, B. Pien, R. Rival, P. Santini, C. Schaffer, A. Soto, C. Touillier.

Le PSU et le gouvernement

**Motion adoptée par 59 pour,
4 abstentions,
5 refus de vote**

La DP rappelle que le congrès de Bourges n'a pas remis en cause la présence d'Huguette Bouchardeau au gouvernement.

Le problème se situe plus en terme de recherche d'autonomie du PSU et d'affirmation de sa propre identité.

Les résolutions minoritaires

Redonner espoir à la gauche

Ce texte, présenté par Jacques Arnol, a obtenu 21 voix.

1. Comme des centaines de milliers de militants et d'électeurs de gauche, les militants du PSU éprouvent l'« écartèlement » entre une solidarité avec un gouvernement qu'ils ont porté au pouvoir et la contestation souvent légitime de nombreux aspects de sa politique. Pour autant, ils sont pleinement conscients que la droite, usant de surenchères démagogiques, développant l'agressivité systématique, attisant les conflits corporatistes, prépare la reconquête du pouvoir.

2. Assumer cette contradiction avec la volonté de la surmonter, permettra au PSU de jouer un rôle politique dans la période qui s'ouvre et de s'inscrire utilement dans le difficile combat de 1986.

3. La victoire de la gauche en 1981 était aussi notre victoire, et sa défaite en 86 serait aussi notre défaite. Le PSU assume ses responsabilités, avec ses moyens, à tous les niveaux où se joue l'avenir de la gauche : dans l'action, dans le débat et aussi dans les institutions locales et au gouvernement.

4. La présence d'Huguette Bouchardeau au gouvernement symbolise le lien de solidarité avec l'ensemble des forces de gauche qui, au travers d'une crise sans précédent, tentent de prouver que la gauche au pouvoir c'est la gauche à sa place, qu'il n'y a pas de fatalisme d'échec. Le PSU ne s'interroge plus, dans sa grande majorité, sur sa participation ou pas, mais plutôt sur la façon de construire, à partir de cette présence au gouvernement et de notre insertion militante, une nouvelle identité ouverte, offensive et dynamique.

5. Pour autant, les responsabilités que nous assumons avec la gauche ne nous font pas passer sous silence l'échec de la politique menée sur bien des points. Au plan économique, la reprise de la croissance par la relance, qui était la charpente des propositions du programme commun et du projet socialiste, n'a pas eu lieu. Au plan idéologique, la gauche n'a pas su rester porteuse de l'espoir qui l'a fait accéder au pouvoir. Confrontée aux réalités, elle est passée du volontarisme à la gestion sans âme. Elle se retrouve aujourd'hui sans projet, partagée entre la tentation du retour en arrière sur les « valeurs sûres », et la fuite dans l'application des recettes du libéralisme.

6. Son histoire, la reconnaissance militante dont il bénéficie, ses capacités d'innovations, permettent au PSU d'affirmer une ambition collective : participer à la définition d'un nouveau projet pour redonner espoir à la gauche.

Ce nouveau projet doit s'articuler autour de trois exigences :

— tenir un discours économique cohérent notamment en matière d'emploi ;

— montrer clairement les objectifs de transformation de la société : les nécessités économiques ne peuvent avoir force de projet politique ;

— faire de la lutte contre les inégalités, du développement de la solidarité, l'un des moteurs du dynamisme social.

7. De nombreux militants à gauche refusent aujourd'hui l'alternative entre le défaitisme et le repli sur les dogmes

sacrés. Des indices du réveil de la gauche apparaissent ici ou là : des initiatives sont prises, des clubs se forment, des bouches s'ouvrent... pour relever le défi. Relever le défi, construire un nouveau projet pour la gauche, c'est la condition d'un redressement politique et électoral.

Le PSU entend participer pleinement à une telle dynamique : il y voit sa principale raison d'être aujourd'hui. Pour ce faire, le PSU entend, au travers de ses propositions en matière de réduction du temps de travail, de lutte contre les inégalités, contre le racisme pour une société pluriculturelle, assurer son autonomie de parole, l'originalité d'un discours et retrouver avec d'autres l'initiative et le dynamisme de l'action.

8. Dans le contexte de crise interne qu'il traverse aujourd'hui, le PSU doit — pour concrétiser les orientations ainsi définies — garantir le respect de la diversité. Il doit, d'une part, adopter des méthodes de travail permettant de

donner à chacun la place pour un investissement militant. *Il doit, d'autre part, se doter d'un exécutif qui assure la représentation de chacune des composantes qui se reconnaissent dans ces orientations.* En particulier, aucun courant ne peut prétendre représenter seul la légitimité du PSU à l'extérieur. Nous proposons donc trois secrétaires nationaux à égalité représentant chacune des sensibilités susceptibles de se retrouver dans la majorité ainsi définie.

Ce texte a été voté par :

J. Arnol, F. Barnouin, C. Bouquet, Y. Briançon, P. Canihac, C. Caroz, J. Fragnoli, M.M. Dughera, D. Frager, JC Genêt, S. Hamel, P. Kunstler, D. Lambert, G. Magnin, G. Marsauche, A. Renard, J.L Réviller, J.P. Robert, J. Salgas, J.P. Sorel, P. Thome.

Une nouvelle ambition pour le PSU

Ce texte, présenté par Jacques Salvator, a obtenu 15 voix.

« **L**a gauche victorieuse. L'espoir renaît. La machine économique relancée, les banques et secteurs clefs de l'économie nationalisés, le pouvoir d'achat augmenté, le chômage diminué, la crise dépassée, la droite minorisée. »

Qui à gauche n'a pas rêvé ce scénario !

La crise, que les Français ont mis un long temps à saisir, a bousculé bien des certitudes, mis à mal bien des illusions, affecté nos valeurs et nos modes de pensée. Les idéologies hier dominantes ont mal résisté à la rigueur des temps.

La gauche orpheline de ses rêves, de ses programmes, paye son optimisme sur la sortie de crise par la distance et le septicisme de ceux qui l'ont portée au pouvoir.

Ce qui est en question ? Ce n'est plus la conversion à la rigueur, elle commence à produire ses premiers effets, et les « Cassandre » qui prédisaient une récession économique en sont pour leurs frais. Mais plutôt de retrouver, au carrefour du réalisme économique, des aspirations nouvelles, des valeurs fondamentales : une autre cohérence pour la gauche que celle contenue dans le projet socialiste ou le programme commun.

La voie est étroite et pourtant :

— entre la montée des exigences individuelles, et la nécessité d'une solidarité collective ; les bouleversements culturels et sociaux nécessaires et le besoin accru de sécurité ;

— entre les revendications de démocratie de proximité et la complexité croissante des mécanismes de décisions ; le désir de voir le bout de ses actes et l'expression millénariste des perspectives de changement de société, que de contradictions à résoudre, que de voies à explorer !

Rien d'étonnant à ce que le PSU, en contact étroit avec tous les réseaux militants qui ont réconcilié la politique et la société depuis plus de vingt ans, qui ont permis entre autres à la gauche d'étendre son rayonnement social, resente de manière aiguë l'absolue nécessité de définir une nouvelle identité de gauche aujourd'hui.

L'utilité politique du PSU se mesurera à sa capacité, sa volonté d'assumer et de tenter de répondre à cette aspiration. Lourde tâche pour un parti qui n'échappe pas à la crise du militantisme, dont le poids électoral se rétrécit comme une peau de chagrin ! Impossible gageure pour cette organisation tentée par le confort du témoignage idéologique et qui n'arrive pas toujours à assurer sa propre mutation ? Peut-être...

Mais c'est le seul parti qui soit à la hauteur de son histoire, de la reconnaissance militante dont il bénéficie envers et contre tout, des ressources humaines et des capacités d'innovation dont il dispose encore.

Nous n'avons pas la prétention de considérer que nos propositions politiques, notre projet autogestionnaire dessinent à eux seuls, même à gros traits, une nouvelle identité de gauche. Mais nous ne nous résignons pas à réduire l'autogestion à une référence idéologique qui se dérobe à chaque tentative de vérification concrète.

Les intuitions autogestionnaires se sont avérées plus fécondes, plus lucides, plus riches que les discours de plomb sur la croissance forte, ou les valeurs républicaines. Les hommes de gauche les plus appréciés dans l'opinion publique assument sans complexe l'origine autogestionnaire de leur démarche. Raison de plus pour redonner à cette perspective un contenu actuel et s'atteler à trois tâches prioritaires :

— rétablir la cohérence du discours économique notamment en matière d'emplois,

— montrer clairement les objectifs de transformation de la société : les nécessités économiques ne peuvent avoir force de projets politiques,

— faire de la lutte contre les inégalités, du développement de la solidarité, l'un des moteurs du dynamisme social.

La tentation peut être grande d'abdiquer tout rôle politique dans une période difficile, de pétrifier ses espérances. Plus que désorienté, le PSU est écartelé entre une solidarité organique, symbolisée par sa présence au gouvernement, et l'insertion sociale de ses adhérents qui le placent

souvent au premier rang de la contestation à de nombreux aspects de la politique gouvernementale. Des centaines de milliers d'électeurs et de militants de gauche vivent cet « écartèlement » au quotidien. Ce constat doit nous rappeler à l'actualité de notre responsabilité politique.

Nous savons que l'on n'entre pas dans l'histoire par effraction, il serait triste que nous en sortions par caprice. Même si aucune force politique n'a l'obligation de survivre, on ne peut contraindre ses militants à renoncer à la seule ambition qui vaille aujourd'hui.

COURANT C

**SAMEDI 16 FEVRIER à partir de 18h30
(un dîner est prévu)**

DIMANCHE 17 FEVRIER de 10 h à 16 h 30

au siège du Parti : 9, rue Borromée 75015
Paris

- nourriture et hébergement assuré
- péréquation des frais de transport
- billets de réduction SNCF sur demande

**NOUS PREVENIR SI POSSIBLE DE VOTRE
PARTICIPATION :**
Jacques Laïk - 16 (6) 903.72.75

Ce texte a été voté par :

B. Chaouat, J. Daab, R. Dubois, B. Filippi, J. Gaudin, J. Grumet, J. Laïk, F. Lamy, M. Carneado, R. Picq, J. Y. Rivoire, J. Salvator, C. Sarthe Mouerou, F. Marchal, JC Vallejos.

- *Se sont abstenus : D. Robquin, D. Noble*

COMMUNIQUE DU COURANT A

Suite à la réunion de la Direction Politique du PSU des 26 et 27 janvier 1985, compte tenu de l'impossibilité d'y dégager une majorité et compte tenu des divergences profondes qui le sépare de la direction actuelle du PSU, le courant A confirme sa non participation au Bureau Politique. Il se réunira dans un mois pour prendre les décisions qui découlent de cette situation.

**Les membres du courant A de la Direction
Politique du PSU**

Pour la décolonisation de la Nouvelle-Calédonie

Motion votée à l'unanimité moins 1 abstention

En Nouvelle-Calédonie une situation coloniale s'éternise. Depuis 132 ans les Kanaks ont été dépossédés de leurs terres, relégués dans les réserves, soumis à des tentatives d'extermination, puis à une ségrégation sans équivalent dans l'empire colonial français. Le statut de TOM n'a pas fondamentalement modifié cette situation.

Dans les années 60-70, la politique coloniale menée par la droite au pouvoir a consisté à « noyer » le peuple kanak par une immigration massive de citoyens français et une importation de main d'oeuvre des îles avoisinantes. Cette politique a rendu le peuple kanak minoritaire dans son propre pays (42%).

Faire voter aujourd'hui sur les revendications fondamentales des Kanaks des populations importées récemment pose un problème politique lourd de conséquences.

Pour sa part, la gauche française en 1979 s'est prononcée pour « droit du peuple kanak à décider de son propre avenir ». En 1981 le candidat François Mitterrand s'est prononcé dans le même sens. Cependant le statut Lemoine adopté en 1983 n'a pas répondu aux espoirs du peuple kanak. Et c'est la poursuite de sa lutte qui a amené l'élaboration du plan Pisani.

Le PSU a estimé que ce plan, en dépit de ses limites, représente une avancée qui peut être décisive dans le processus de décolonisation de la Nouvelle-Calédonie. Les Kanaks ont gagné une reconnaissance publique de leur droit à l'indépendance.

Cela ne signifie pas pour autant que la lutte est gagnée.

En particulier la composition actuelle du collège électoral destiné à se prononcer sur l'abolition du fait colonial pose des problèmes. Elle risque de rendre impossible un accès électoral pacifique à l'indépendance, même si une partie de la population non kanake peut accepter de s'y engager.

Le PSU estime qu'il faut prendre en considération la proposition kanake réservant le droit de vote pour ceux qui ont au moins un ascendant né sur place, c'est-à-dire impliqué directement dans le contentieux colonial.

D'autre part le rapport des forces pour la réussite du plan Pisani en tant que processus négocié vers l'indépendance suppose que les forces anticolonialistes se mobilisent contre les forces de la droite et de l'extrême-droite qui cherchent à vider ce plan de son contenu positif. En effet une victoire des anti-indépendantistes serait à la fois un coup d'arrêt au processus de décolonisation — en même temps que l'annonce de nouveaux drames — et une victoire de la droite en France.

Dans l'immédiat, bien qu'opposé au principe de l'état d'urgence, le PSU estime que la prolongation de celui-ci doit et peut permettre au gouvernement de neutraliser une extrême-droite décidée à empêcher toute solution pacifique au problème, et d'assurer aux Kanaks la sécurité et la liberté d'expression.

Le PSU estime indispensable et urgent d'articuler le soutien à la réussite de la mission Pisani avec la solidarité avec le peuple kanak et en particulier avec le FLNKS.

Dans cet esprit la DP mandate le BP du PSU pour prendre contact avec les autres forces de gauche afin d'étudier avec elle les meilleurs moyens pour garantir la réussite politique du plan Pisani et pour développer la solidarité de la gauche tout entière avec la revendication kanake du droit à l'autodétermination.

Le PSU se félicite du premier pas réalisé à l'occasion du meeting organisé par l'*Association de soutien aux droits du peuple kanak* avec la participation de Jean-Marie Tjibaou. Il souhaite vivement que le PS puisse participer, en fonction des responsabilités qui sont les siennes, à la mobilisation des forces de gauche contre la volonté de la droite de saboter le plan Pisani.

Le PSU décide de développer partout en France en liaison avec l'*Association de soutien aux droits du peuple kanak* un large mouvement de solidarité. Il insistera sur les aspects positifs du plan Pisani et popularisera la souscription de soutien au FLNKS.



DIRECTION POLITIQUE
26 - 27 janvier 1985

2A Autogestion L'alternative PSU
N° 86 - 30 janvier 1985
Pages 8 à 11



DIRECTION POLITIQUE
26 - 27 janvier 1985

2A Autogestion L'alternative PSU
N° 86 - 30 janvier 1985
Pages 8 à 11



DIRECTION POLITIQUE
26 - 27 janvier 1985

2A Autogestion L'alternative PSU
N° 86 - 30 janvier 1985
Pages 8 à 11
